



Le COLLECTIF « POUR UN AUDIT DE LA DETTE » de l'EURE  
vous convie à une

# CONFÉRENCE-DÉBAT

« NOUS NE PAIERONS PAS LEUR DETTE ! »



**JEUDI 23 FÉVRIER 2012 à 20h**  
**SALLE JULES JANIN à ÉVREUX**

(ENTRÉE GRATUITE)

**CONFÉRENCE DE JACQUES BOURNAY,**

économiste et statisticien à l'INSEE

et membre de l'OBSERVATOIRE INTERNATIONAL DE LA DETTE,

**SUIVIE D'UN DÉBAT !**

Organisations membres du Collectif « Pour un Audit de la Dette » de l'Eure : ATTAC Risle-Charentonne, CCFD-Terre Solidaire, Gauche Unitaire, UD CGT, FSU, LDH Évreux, NPA, US Solidaires, SUD Éducation

Organisations le soutenant : ATTAC Évreux, LDH Louviers, PCF27.

# D'où vient la dette publique ?

Pas de l'excès de dépenses publiques !

NON ! Celles-ci restent stables !

**Les véritables causes de la dette publique sont :**

- ☛ la baisse des recettes fiscales dues à :
  - la baisse des impôts sur les plus riches et sur les sociétés,
  - la réforme de la taxe professionnelle,
    - aux niches fiscales,
    - aux fraudes et aux paradis fiscaux,
- ☛ les exonérations de cotisations sociales,
- ☛ le coût du sauvetage des banques en difficulté,
- ☛ l'interdiction faite à l'État d'emprunter directement à la Banque Centrale Européenne,
- ☛ l'obligation d'emprunter auprès des banques privées avec des variations de taux d'intérêt liées au marché financier,
- ☛ la crise économique et financière liée aux spéculations boursières.

**La dette est un alibi pour détruire  
les droits sociaux et les services publics !!**

Les plus riches et les actionnaires continuent à s'enrichir  
et profitent des intérêts sur les emprunts : ce n'est pas la crise pour tous !

**Les inégalités s'accroissent !!**

**Nous devons débattre et réagir, ensemble, démocratiquement !**

***Cette dette n'est pas la nôtre !***

Les politiques économiques doivent changer pour  
répondre aux besoins de TOUS les citoyens et citoyennes !

**Proposons ensemble des solutions :**

Réformer les impôts pour les hauts revenus et rendre les impôts plus justes (sur le revenu, la TVA...), réglementer et taxer les marchés financiers, stopper les spéculations boursières, nationaliser les banques, investir pour l'emploi, l'éducation, la santé, le logement, l'environnement..., réformer la Banque Centrale Européenne pour qu'elle puisse prêter aux États..., etc.